



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 28/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DALKIA BIOMASSE TOURS**

40 rue James Watt  
Acticampus 4  
37200 Tours

Références : 2024/431  
Code AIOT : 0010011166

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement DALKIA BIOMASSE TOURS implanté 43 AVENUE YVES FARGES 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALKIA BIOMASSE TOURS
- 43 AVENUE YVES FARGES 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS

- Code AIOT : 0010011166
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation des installations est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral n°19663 du 19 mars 2013 autorisant la société DALKIA BIOMASSE TOURS à exploiter une centrale de cogénération biomasse sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°21110 du 5 avril 2022 relatif notamment aux prescriptions applicables en lien avec l'épandage des cendres sous foyer.

L'activité principale relève de la rubrique suivante :

- 2910-A-1 : installation de combustion (pour une puissance nominale maximale de 49,5 MW PCI).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.1.1.	Demande d'action corrective	60 jours
5	Respect des VLE pour les rejets aqueux – Caractéristiques générales	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.3.7.	Demande d'action corrective	60 jours
6	Respect des VLE pour les rejets aqueux – Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.3.9.1.	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des VLE pour les rejets atmosphériques – Surveillance en continu	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 9.2.2.I	Sans objet
2	NC2 VI 22/03/2021 – Flux de COVNM	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 8.1.3.2.	Sans objet
3	Respect des VLE pour les rejets	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 9.2.2.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	atmosphériques – Surveillance périodique		
7	Respect des VLE pour les rejets aqueux – Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.3.11.	Sans objet
8	Traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 5.1.4.	Sans objet
9	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 7.5.5 et 7.5.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE pour les rejets atmosphériques – Surveillance en continu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 9.2.2.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté;</li> <li>- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110% de la valeur limite fixée par le présent arrêté;</li> <li>- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les paramètres faisant l'objet d'une surveillance en continu, et les VLE associées en mg/Nm<sup>3</sup>, sont les suivants : SO<sub>2</sub> (200), NO<sub>x</sub> (400), poussières (30) et CO (200).</p> <p>Ce point a fait l'objet d'un écart lors de la visite d'inspection réalisée le 22 mars 2021 : NC1 - dépassement de la valeur moyenne journalière en CO.</p> <p>L'exploitant a présenté les bilans des analyses en continu pour les mois de janvier à mai 2024 : au vu des conditions prescrites, les valeurs limites sont respectées pour les 4 paramètres précités.</p> <p><b>Conclusion : Pas d'écarts constatés.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : NC2 VI 22/03/2021 – Flux de COVNM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 8.1.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Valeurs limites d'émission en kg/h pour les COV : 2,33.
<b>Constats :</b>  NC2 de la visite du 22/03/2021 : VLE en flux annuel non respecté lors de l'année 2020 pour le paramètre COV (2,6 kg/h pour une VLE de 2,33 kg/h).  Constats au 22/05/2024 : Pour le paramètre COV : VLE en flux respectée au vu des déclarations GEREP : 2021 : 3927,9 kg émis pour 8138 h de fonctionnement soit 0,48 kg/h ; 2022 : 3901 kg émis pour 8376 h de fonctionnement soit 0,47 kg/h ; 2023 : 3860,4 kg émis pour 7232 h de fonctionnement soit 0,53 kg/h.  <b>Conclusion : Pas d'écarts constatés.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Respect des VLE pour les rejets atmosphériques – Surveillance périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 9.2.2.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.
<b>Constats :</b>  L'exploitation des résultats des mesures réalisées du 3 au 4 mai 2023 sur les rejets atmosphériques permet de vérifier que les VLE en concentration et flux sont respectées pour l'ensemble des paramètres (Rapport APAVE n° 100060451-001-1). L'exploitant a présenté les éléments en lien avec la campagne de mesure des rejets atmosphériques pour l'année 2024 par Bureau Veritas : bon de commande n°BC1174415 du

<p>23/02/2024 selon le contrat n° Q-1683673 - 0797533.</p> <p>L'exploitant a précisé que l'intervention est prévue d'être réalisée au plus tôt fin juin et au plus tard courant octobre 2024.</p> <p><b>Conclusion : pas d'écarts constatés.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ou flux opérations techniques (maintenance, épreuve hydraulique), sont limités aux quantités suivantes:  Origine de la ressource: Réseau public  Prélèvement maximal annuel (m<sup>3</sup>): 8 000</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consommation d'eau pour l'année 2023 a été de 16 312 m<sup>3</sup> : La valeur limite annuelle du prélèvement d'eau est dépassée, non conforme.</p> <p>L'exploitant a signalé au début de l'année 2024 à l'inspection des installations classées que cette prescription n'était pas respectée.</p> <p>L'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'une démarche d'économie d'eau a été engagée (réglage du process et travaux) ce qui a permis de réduire la consommation d'eau ces dernières années d'environ 21 000 m<sup>3</sup> à environ 16 300 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- que la valeur limite annuelle du prélèvement d'eau de 8 000 m<sup>3</sup>, définie lors de l'élaboration du dossier d'autorisation et prescrite, n'est pas cohérente avec les équipements installés : les installations du même type, exploitées dans d'autres départements, ont une consommation d'eau du même ordre que celle effectivement consommée en 2023 ;</li> <li>- avoir un projet de mise en place d'un système qui permettrait de réduire de 20 à 25 % la quantité d'eau actuellement consommée sur le site (réutilisation des eaux de rejet de l'installation</li> </ul>

<p>de production d'eau déminée) ; Le début des travaux pourrait être effectif d'ici fin 2024 voir 1er semestre 2025 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avoir répondu à l'appel à projet de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne "Sobriété des usages" (dossier déposé le 30/03/2024) pour son projet d'économie d'eau précité ;</li> <li>- avoir prévu de déposer à court terme un dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation pour prendre en compte le projet de modification précité et l'évolution à la hausse de la valeur limite annuelle du prélèvement d'eau.</li> </ul> <p><b>Conclusion : La valeur limite annuelle du prélèvement d'eau n'est pas respectée.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 5 : Respect des VLE pour les rejets aqueux – Caractéristiques générales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.3.7.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température: &lt; 30°C</li> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline à la chaux)</li> </ul> <p>La qualité des effluents rejetés dans le réseau d'assainissement communal devra être conforme à l'autorisation de déversement mentionnée à l'article 4.3.6.1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les eaux résiduaires, lors des mesures réalisées du 20 au 21 mars 2023, le pH est de 9,27 alors que la valeur limite haute autorisée est de 8,5. Non conforme.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris les mesures correctives suivantes afin de retrouver une situation conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- intervention le 06/06/2023 de la société ORTEC pour réaliser l'entretien de la fosse de neutralisation et des canalisations ;</li> <li>- projet de modification de la boucle de régulation du pH.</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la campagne de prélèvement 2024 a été réalisée les 14 et 15 mai et être en attente des résultats d'analyse.</p> <p><b>Conclusion : La valeur limite haute du pH n'est pas respectée pour les eaux résiduaires.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 6 : Respect des VLE pour les rejets aqueux – Eaux résiduaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.3.9.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (CF. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Le débit de référence est : 15 m3/jour

Maxi journalier (1 fois par an) : 80 m3/j ou 40 m3/h lors de vidange chaudière

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension totales (MEST)	500	7,5
Cadmium et ses composés	0,05 (1)	0,00075
Plomb et ses composés	0,1	0,0015
Mercure et ses composés	0,02 (1)	0,0003
Nickel et ses composés	0,5	0,0075
Demande chimique en oxygène	1 000	15
AOX	0,5	0,0075
Hydrocarbures totaux	10	0,15
Azote	30	0,45



Phosphore total	10	0,15
Cuivre et ses composés	0,5	0,0075
Chrome et ses composés	0,5	0,0075
Sulfate	2 000	30
Sulfites	20	0,30
Sulfures	0,2	0,003
Fluorures	30	0,45
Zinc	1	0,015

#### Constats :

L'exploitation du rapport d'analyse des prélèvements réalisés du 20 au 21 mars 2023 sur les eaux résiduaires permet de constater les écarts suivants (rapport BUREAU VERITAS n° : 8533884\_4\_4\_1\_Rev0) :

- débit : 25 m3/j pour une VLE de 15 m3/j ;
  - AOX : concentration à 0,56 mg/L pour une VLE de 0,5 mg/L ;
  - Cuivre : concentration inférieure à 0,864 mg/L (seuil de quantification) pour une VLE de 0,5 mg/L.
- L'exploitant a indiqué que la campagne de prélèvement 2024 a été réalisée les 14 et 15 mai et être en attente des résultats d'analyse.

**Conclusion : Les valeurs limites d'émission en concentration apparaissent comme non respectées pour les paramètres débit, AOX et Cuivre lors des analyses réalisées les 20 et 21 mars 2023 sur les eaux résiduaires.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 7 : Respect des VLE pour les rejets aqueux – Eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 4.3.11.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/L)
Matières en suspension totales (MEST)	30
Cadmium et ses composés	0,05
Plomb et ses composés	0,1
Mercure et ses composés	0,02 (1)
Nickel et ses composés	0,5
Demande chimique en oxygène	125
AOX	0,5
Hydrocarbures totaux	10
Azote	30
Phosphore total	10
Cuivre et ses composés	0,5
Chrome et ses composés	0,5
Sulfate	2 000
Sulfites	20
Sulfures	0,2
Fluorures	30
Zinc	1

<b>Constats :</b>  L'exploitation du rapport d'analyse des prélèvements réalisés le 21/03/2023 sur les eaux pluviales permet de vérifier que les VLE sont respectées (rapport BUREAU VERITAS n° : 8533884/7/1/1 rev0 du 25/04/2023).  <b>Conclusion : pas d'écarts constatés.</b>	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -	
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>	

#### N° 8 : Traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 5.1.4.	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le BSD n° 20240319-PQW3P9C4S relatif à l'élimination de 20 big bag de cendres volantes (code déchet : 10 01 03 ; code de traitement : D9, stabilisation puis stockage) par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (77270 Villeparisis).  <b>Conclusion : pas d'écarts constatés.</b>	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -	
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>	

#### N° 9 : Confinement des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2013, article 7.5.5 et 7.5.6	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  7.5.5	

En cas d'incendie, les eaux sont collectées dans un bassin dimensionné pour recevoir également les eaux pluviales. Le volume de ce bassin est de 420 m<sup>3</sup>, dont 347 m<sup>3</sup> sont destinés aux eaux d'extinction incendie.

#### 7.5.6

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

[...]

la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **Constats :**

La procédure décrivant les actions permettant de confiner les eaux d'extinction incendie est disponible en salle de contrôle de la chaufferie. Cela consiste à stopper le fonctionnement de la pompe de relevage.

Le référent opérationnel a montré sur site l'emplacement des interrupteurs à actionner afin de stopper les pompes de relevage.

**Conclusion : pas d'écarts constatés.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées : Sans suite**